



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE DE
POLITIQUE MONETAIRE**

Deuxième trimestre 2017

Septembre-2017

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	5
1.1. Croissance du PIB mondial	5
1.2. Commerce mondial.....	6
1.3. Evolution des prix et inflation dans le monde	7
1.4. Politique monétaire dans les pays développés.....	9
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	9
II. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	12
2.1. Production et prix	12
2.2. Secteur extérieur.....	14
2.2.1. Commerce extérieur.....	14
2.2.2. Balance des paiements.....	15
2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs	16
2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises (MID)	17
2.3. Finances publiques.....	17
2.4. Secteur monétaire	20
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêt	20
2.4.2. Base monétaire.....	22
2.4.3. Masse monétaire et ses contreparties.....	23
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	24
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	24
2.5.2. Qualité du portefeuille	26
2.5.3. Adéquation du capital	28
2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire	29
3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE	30
ANNEXES	32

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-Saharienne
AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AIN	: Avoirs Intérieurs Nets
BCE	: Banque Centrale Européenne
AEF	: Banques et Etablissements Financiers
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KES	: Shilling Kenyan
M2, M3	: Masse Monétaire
MBIF	: Million de Francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBP	: Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation
MID	: Marché Interbancaire de Devises
MUSD	: Millions de dollars américains
MW	: Mégawatt
OCDE	: Organisation de Coopération et de développement Economiques
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution des Eaux et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
TZS	: Shilling Tanzanien
UGX	: Shilling Ougandais
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

La croissance économique mondiale s'est accélérée au deuxième trimestre 2017 dans la plupart des pays développés et émergents, en liaison avec l'amélioration de la consommation des ménages et des exportations. L'inflation a reculé dans plusieurs pays développés notamment aux Etats-Unis et dans la Zone euro, suite à la baisse des prix des matières premières.

Le commerce mondial s'est intensifié en raison de la reprise économique dans les pays développés et émergents ainsi que la réduction des mesures commerciales restrictives.

La production mondiale devrait enregistrer une croissance de 3,5% en 2017 contre 3,2% en 2016, sous l'effet notamment de la reprise du commerce mondial. Toutefois, les économies émergentes pourraient être confrontées au problème de surendettement et au risque de fuite des capitaux vers les États-Unis due au resserrement de la politique monétaire de la FED.

En Afrique subsaharienne, les perspectives de croissance s'amélioreraient (2,7 contre 1,3%) en raison de l'affermissement de la demande dans les pays avancés et émergents. L'activité économique de la Communauté Est Africaine progresserait en 2017; le taux de croissance projeté est de 6,3 contre 6,1% en 2016, suite à la stabilité macroéconomique et aux investissements publics et privés.

Au Burundi, les principales productions des secteurs secondaire et tertiaire se sont améliorées tandis que les productions du secteur primaire, notamment le café et le thé ont baissé. Le taux de croissance du PIB estimé en 2017 est de 2,5 contre 1,7% en 2016. Cette accélération de la croissance est liée à celle du secteur tertiaire. L'inflation pourrait se fixer à 12,5 contre 5,6% en 2016, en liaison avec la hausse des prix des produits alimentaires due notamment à la sécheresse qui a sévi dans certaines régions du pays.

La balance des paiements a enregistré un besoin de financement (solde du compte courant et de capital) allégé que celui du même trimestre de 2016, en liaison avec l'amélioration du compte de capital et la diminution du déficit du compte courant.

Les réserves officielles ont augmenté de 5,0% par rapport au même trimestre de 2016, et couvrent 1,7 mois d'importations de biens et services contre 1,4 mois au même trimestre de 2016.

Le déficit budgétaire s'est amélioré par rapport au trimestre correspondant de 2016, suite à l'augmentation des recettes plus importante que les dépenses. Ce déficit a été financé par l'endettement intérieur.

Les réserves des banques commerciales ont augmenté au second trimestre 2017. En conséquence, les banques ont réduit leur recours au refinancement de la Banque Centrale. En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue en liaison avec l'augmentation à la fois des avoirs intérieurs et extérieurs nets.

Le total bilan du secteur bancaire a augmenté de 14,6% par rapport à la même période de l'année précédente. Ce secteur est resté solide, a respecté les normes réglementaires et dispose des fonds propres suffisants. Le résultat net, le rendement moyen des actifs (ROA) ainsi que celui des fonds propres (ROE) ont augmenté par rapport à celui de la même période de 2016.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

Au deuxième trimestre 2017, la croissance de l'économie mondiale s'est accélérée en rapport avec l'amélioration de l'activité économique dans les pays avancés et plusieurs pays émergents.

Aux Etats-Unis, le PIB a progressé de 0,6 contre 0,3% au trimestre précédent, en liaison avec la croissance des dépenses de consommation des ménages et la hausse des exportations. Comparé au même trimestre de 2016, le taux de croissance s'est établi à 2,1 contre 1,2 %.

Dans la Zone euro, la croissance de l'activité économique s'est accélérée au deuxième trimestre 2017 (0,6 contre 0,5% au premier trimestre), tirée principalement par la hausse des dépenses de consommation des ménages et des exportations. En glissement annuel, le PIB s'est accru de 2,2% au deuxième trimestre 2017 contre 1,7% en 2016.

Au Japon, l'économie a enregistré une expansion en glissement trimestriel de 1,0 contre 0,4%, sous l'effet de la hausse de la consommation et de l'investissement. En glissement annuel, la croissance s'est établie à 2,1 contre 0,9%.

Au Royaume-Uni, le PIB a progressé de 0,3 contre 0,2% au trimestre précédent, lié au dynamisme du secteur des services. En glissement annuel, la croissance économique s'est maintenue à 1,7%.

En Chine, le Produit Intérieur Brut s'est accru de 1,7 contre 1,3% au trimestre précédent, en rapport avec la reprise des exportations et le dynamisme de la construction immobilière. En glissement annuel, la Chine a enregistré un taux de croissance de 6,9 contre 6,7%.

Tableau 1: Croissance économique dans les principaux pays avancés et émergents

	Glissement trimestriel		Glissement annuel	
	T1-2017	T2-2017	T2-2016	T2-2017
Chine	1,3	1,7	6,7	6,9
États-Unis	0,3	0,6	1,2	2,1
Japon	0,4	1,0	0,9	2,1
Royaume uni	0,2	0,3	1,7	1,7
Zone euro	0,5	0,6	1,7	2,2
OCDE - Total	0,8	nd	1,7	nd

Source : OCDE, Statistiques août 2017

La reprise de l'activité économique mondiale devrait se poursuivre en 2017 comme initialement prévue dans les perspectives de l'économie mondiale publiées par le FMI en avril 2017. Après la révision, le taux de croissance estimé pour 2017 reste inchangé (3,5%). Toutefois, ces prévisions restent différenciées entre les pays. Aux Etats –Unis, la croissance devrait être inférieure aux prévisions d'avril 2017 (2,1 contre 2,3%), en liaison avec la politique budgétaire moins expansionniste qu'initialement annoncée. Dans la Zone euro, les prévisions ont été revues à la hausse (1,9 contre 1,7%), en rapport avec la demande intérieure plus vigoureuse que prévue. Au Japon, le taux de croissance a été légèrement révisé (1,3 contre 1,2%), suite à l'amélioration de la consommation privée, l'investissement et les exportations enregistrées au premier trimestre 2017.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance a été révisé à la hausse de 0,1 point (4,6 contre 4,5%) sous l'effet de l'amélioration de la conjoncture dans les principaux pays exportateurs des matières premières. En Chine, les prévisions pour 2017 ont été revues à la hausse de 0,1 point (6,7 contre 6,6%), en raison du niveau d'activité plus solide au premier trimestre 2017.

En Afrique subsaharienne, la révision à la hausse de 0,1 point en 2017 (2,7 contre 2,6%) est liée au rebond des cours des produits de base suite au renforcement de la demande dans les pays avancés et émergents.

1.2. Commerce mondial

Au deuxième trimestre 2017, l'indicateur du commerce mondial s'est établi à 102,2 contre 102,0 au trimestre précédent, suite à la progression de ses principales composantes, notamment les commandes à l'exportation, le transport aérien et le transport maritime en *container*.

Selon les dernières prévisions de l'OMC, la croissance du volume du commerce des marchandises devrait se situer à 2,4% en 2017 contre 1,3% une année auparavant. Cette croissance résulterait de la reprise économique mondiale et de la baisse des mesures commerciales restrictives.

Tableau 2 : Croissance du commerce mondial

	2016	2017
Commerce mondial des marchandises	1,3	2,4
Exportations		
Economies avancées	2,3	2,8
Economies en développement et émergentes	1,3	2,2
Importations		
Economies avancées	3,0	3,0
Economies en développement et émergentes	0,2	2,2

Source : OMC, avril 2017

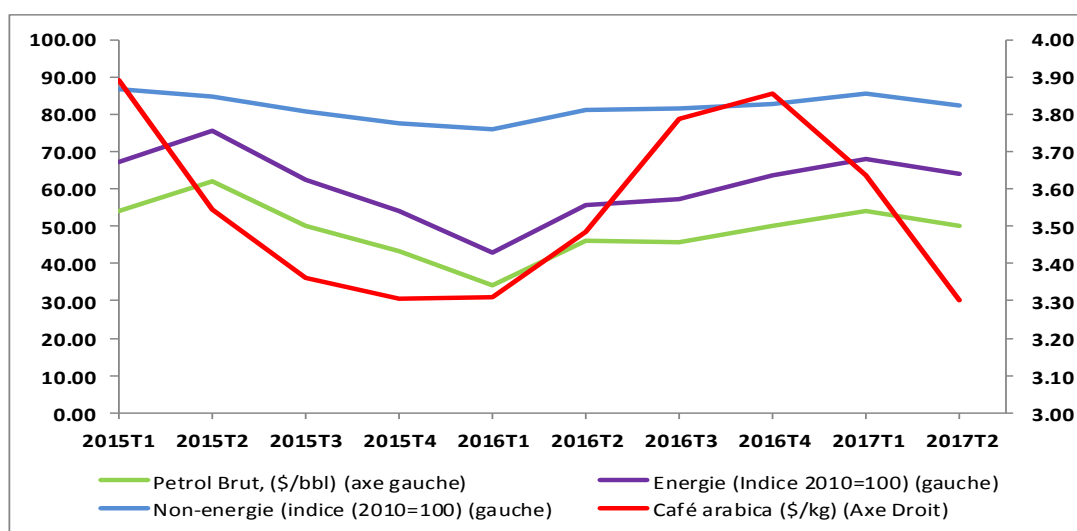
1.3. Evolution des prix et inflation dans le monde

Les cours des matières premières ont globalement baissé au cours du deuxième trimestre 2017. En effet, après avoir atteint 54,1 \$/bbl au premier trimestre, le cours du pétrole est revenu à 50,2\$/bbl au deuxième trimestre 2017. Le prix du café arabica est revenu de 3,64 à 3,30\$/kg d'un trimestre à l'autre pendant que le prix du thé aux enchères de Mombasa s'est établi à 2,79 contre 2,82\$/kg.

Les indices des principaux groupes de produits ont baissé. En effet, l'indice de l'énergie a régressé d'un trimestre à l'autre, revenant de 67,9 à 64,3 et celui des produits non énergétiques de 85,7 à 82,5 au deuxième trimestre 2017.

En moyenne annuelle, le prix du pétrole Brent atteindrait 55,0 contre 42,8\$/bbl, celui du thé 2,80 contre 2,64\$/kg tandis que le prix du café fléchirait à 3,60 contre 3,61\$/kg. L'indice global s'élèverait à 73,0 contre 58,7 pour les produits énergétiques et à 86,5 contre 85,7 pour les produits non énergétiques.

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source: Banque Mondiale, prix des matières premières, Août 2017

En comparaison avec le trimestre précédent, l'inflation du deuxième trimestre 2017 a reculé dans plusieurs pays avancés notamment aux Etats-Unis (1,90 contre 2,54%) et dans la Zone euro (1,52 contre 1,76%). Sur l'ensemble des pays de l'OCDE, l'inflation a baissé, revenant de 2,38 à 2,14%. L'inflation a diminué dans plusieurs pays émergents et s'est stabilisée à 1,4% en Chine.

Tableau 3: Inflation en glissement annuel (en %)

	T2-2016	T1-2017	T2-2017
Chine	2,07	1,40	1,40
États-Unis	1,05	2,54	1,90
Japon	-0,33	0,30	0,37
Zone euro	-0,09	1,76	1,52
OCDE - Total	0,84	2,38	2,14

Source : www.OECD. Stat

Sur l'ensemble de l'année 2017, l'inflation¹ devrait atteindre 1,9 contre 0,8% en 2016 dans les pays avancés et 4,5 contre 4,3% dans les pays émergents et en développement (hors Argentine et Venezuela).

¹ Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2017

1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Au deuxième trimestre 2017, les banques centrales des pays avancés, à l'exception de la Réserve Fédérale américaine, ont gardé leurs politiques monétaires accommodantes.

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale américaine a augmenté le taux directeur de 25 points au mois de juin 2017 pour le situer dans une fourchette de 1,00% et 1,25%. Ce resserrement de la politique monétaire repose sur les bonnes perspectives économiques, notamment la baisse du taux de chômage et la tendance de l'inflation vers sa cible de 2%.

Dans la Zone euro, la BCE a maintenu les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt, respectivement à 0,00%, 0,25% et - 0,40%. Elle a poursuivi son programme de rachat massif de dettes.

La Banque du Japon (BoJ) n'a pas changé sa politique monétaire estimant que la croissance économique reste modérée et que l'objectif d'inflation de 2% est loin d'être réalisé. La Banque a reconduit ses taux négatifs (-0,1%) et son vaste programme de rachat d'actifs.

1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA

Les prévisions de 2017 montrent que l'activité économique des pays membres de la CEA s'améliorerait (6,3 contre 6,1% en 2016) en dépit de la baisse de la production agricole due à une sécheresse prolongée. Les pays de la CEA réaliseraient des taux de croissance variant entre 2,5 et 6,8% et dont la moyenne (6,3%) dépasserait largement celui de l'Afrique subsaharienne (2,7%). Cette performance serait tirée notamment par une stabilité macroéconomique, des investissements publics et privés soutenus, en particulier, par des investissements directs étrangers dans le secteur pétrolier.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)

	2014	2015	2016	2017 (proj.)
Burundi*	4,2	-0,3	1,7	2,5
Rwanda	7,6	8,9	5,9	6,1
Tanzanie	7,0	7,0	6,6	6,8
Ouganda	5,2	5,0	4,7	5,0
Kenya	5,3	5,6	6,0	5,3
CAE	5,9	5,8	6,1	6,3
AfSS**	5,1	3,4	1,3	2,7

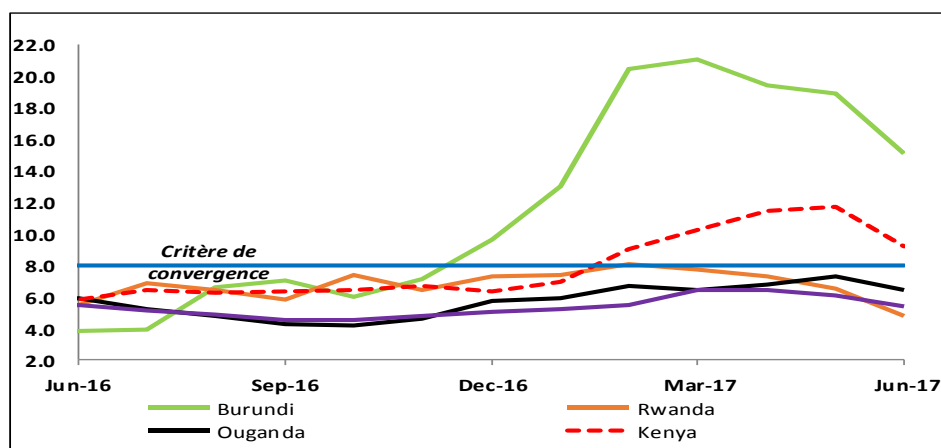
Source : FMI, Perspectives économiques régionales : AFSS, avril 2017

*Cadrage macroéconomique du Burundi, juin 2017

** FMI, Perspectives de l'économie mondiale, Mise à jour juillet 2017

La tendance à la hausse des prix observée au premier trimestre s'est poursuivie au cours du deuxième trimestre 2017 mais s'est renversée en juin 2017 dans tous les pays de la CEA suite à l'amélioration des conditions climatiques qui ont permis de bonnes récoltes et partant la baisse des prix des produits alimentaires.

Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA

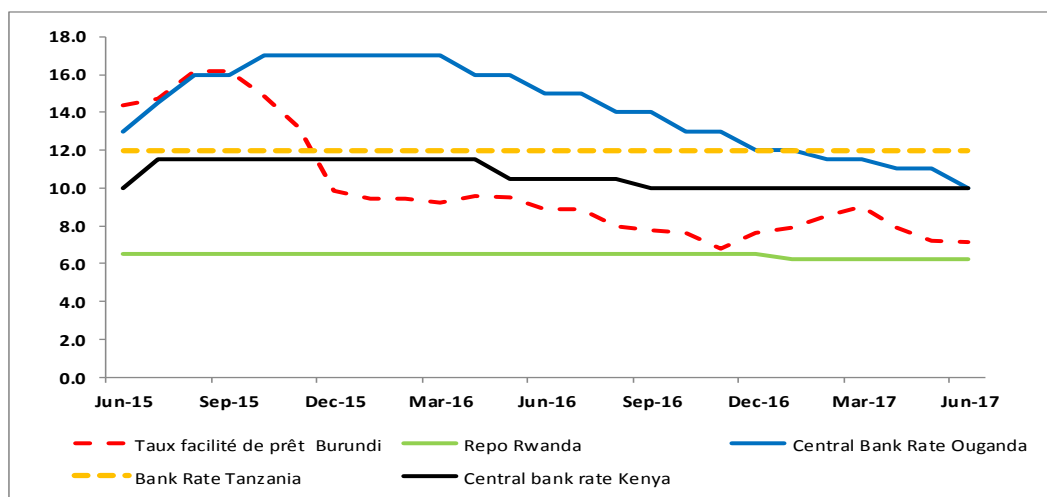


Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

En moyenne, l'inflation a augmenté par rapport au trimestre précédent au Kenya (10,8 contre 8,8%), en Ouganda (6,8 contre 6,3%) et en Tanzanie (6,0 contre 5,7%). Elle a baissé au Burundi (17,8 contre 18,2%) et au Rwanda (6,2 contre 7,7%).

En vue de stimuler l'activité économique à travers le crédit au secteur privé, les banques centrales de la CEA ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes.

Graphique 3 : Taux d'intérêt des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Ainsi, les banques centrales du Rwanda, du Kenya et de la Tanzanie ont maintenu leurs taux à 6,25%, 10% et 12% respectivement. La Banque Centrale de l'Ouganda a diminué son taux directeur, revenant de 11,5 à 10% entre mars et juin 2017. Au Burundi, le taux de la facilité de prêt marginal (FPM) a baissé, s'établissant à 7,1% en juin contre 9,0% en mars 2017.

D'un trimestre à l'autre, les taux de change des shillings kenyan et tanzanien ainsi que des francs rwandais et Burundi par rapport au dollar américain se sont globalement stabilisés, leurs taux de dépréciation s'étant limités entre 0,3 et 0,7%. Le shilling ougandais s'est légèrement apprécié de 0,6%.

Tableau 5 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies de la CEA (fin de période)

	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
JUIN 2016	2 178,86	783,26	3 404,86	101,10	1 653,01
MARS 2017	2 223,90	826,09	3 614,20	103,00	1 708,66
juin-17	2 230,14	830,20	3 590,90	103,61	1 720,80
Variation sur un an	2,4	6,0	5,5	2,5	4,1
Variation trimestrielle	0,3	0,5	-0,6	0,6	0,7

Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Par contre, en glissement annuel, le franc rwandais (6,0%), le Shilling ougandais (5,5%) et le franc Burundi (4,1%) ont subi d'importantes dépréciations par rapport au dollar américain, alors que les shillings kenyan (2,5%) et tanzanien (2,4%) se sont stabilisés.

II. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au deuxième trimestre 2017, les principales productions des secteurs secondaire et tertiaire se sont améliorées tandis que certaines productions du secteur primaire ont baissé. En effet, la production du thé sec du deuxième trimestre 2017 a baissé de 6,9% par rapport à celle du même trimestre de l'année précédente, revenant de 3.385 à 3.150 T. La production du café vert s'est établie à 1.007 contre 1.823 T à la même période de la campagne précédente.

Concernant le secteur secondaire, la production industrielle s'est accrue par rapport au même trimestre de 2016, l'indice moyen de la production industrielle ayant augmenté de 3,1%, suite principalement à la progression de la production dans les branches des industries alimentaires (8,0%). Comparé au trimestre précédent, il a augmenté de 23,4%, passant de 100,7 à 124,3.

Par rapport au trimestre précédent, la production d'électricité de la REGIDESO a diminué de 6,4%, revenant de 40.430 à 37.826 MW. De même, la production a chuté de 14,9% par rapport au trimestre correspondant de 2016.

Au niveau du secteur tertiaire, le volume des marchandises transitant au port de Bujumbura s'est accru de 11,3% par rapport au trimestre précédent. De même, par rapport au même trimestre de 2016, il s'est fortement accru (+88,2%), en rapport avec l'augmentation des importations du ciment et du clinker.

Le nombre de passagers a baissé de 3,2% à l'aéroport international de Bujumbura alors que le trafic des aéronefs s'est accru de 8,6%, par rapport au même trimestre de 2016. Comparé au trimestre précédent, le nombre de passagers s'est accru de 2,3% tandis que le trafic des aéronefs a fléchi de 1,1%.

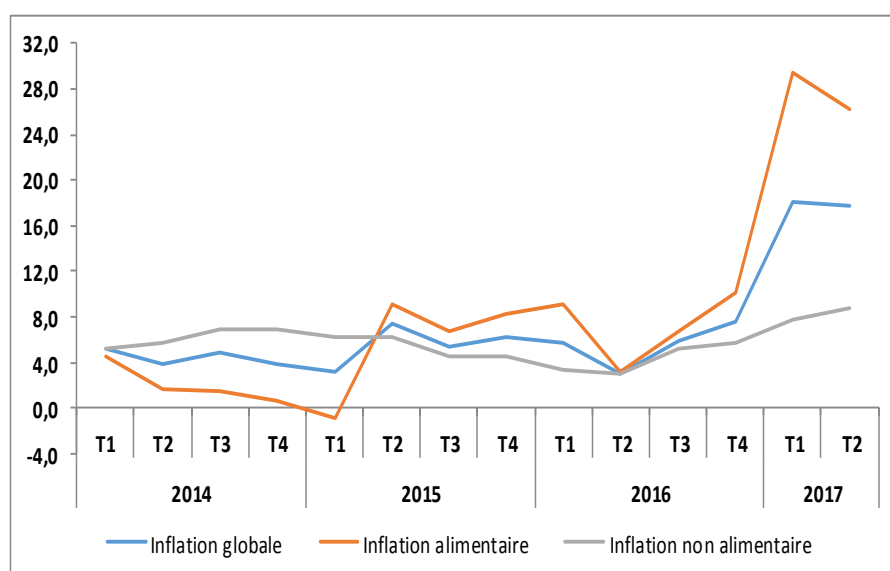
En perspective, le taux de croissance du PIB est estimé à 2,5% en 2017 contre 1,7% en 2016, en liaison avec l'amélioration de l'activité dans le secteur tertiaire.

Tableau 6 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2013	2014	2015	2016	2017
1. Croissance du PIB réel	4,9	4,2	-0,3	1,7	2,5
Secteur primaire	8,4	-3,6	0,3	-2,0	-0,3
Secteur secondaire	2,4	6,2	-2,7	-1,4	-1,9
Secteur tertiaire	2,8	8,8	2,4	4,6	3,6
2. Inflation	7,9	4,4	5,5	5,6	12,5

Source : Cadre macroéconomique du Burundi, juin 2017

Malgré qu'elle reste élevée, l'inflation a légèrement fléchi d'un trimestre à l'autre (17,8 contre 18,2%), suite à la baisse de l'inflation alimentaire (26,2 contre 29,4%). L'inflation non alimentaire ayant légèrement augmenté (8,8 contre 7,8%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)

Source : Etabli sur base des données de l'ISTEEBU

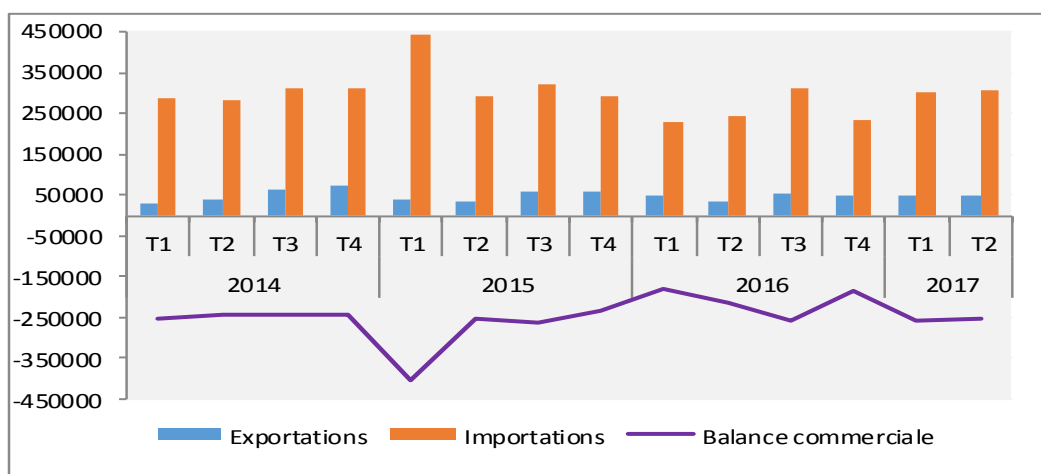
En moyenne annuelle, le niveau de l'inflation pourrait atteindre 12,5 contre 5,6% en 2016, en liaison avec la hausse des prix des produits alimentaires due à la sécheresse qui a sévi dans certaines régions du pays.

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit commercial a augmenté de 19,4% au second trimestre 2017 par rapport au même trimestre de 2016, passant de -213.328,1 à -254.730,8 MBIF. Cette détérioration est en liaison avec une forte progression des importations (304.167,8 contre 245.033,0 MBIF, soit 24,1%) qui a largement contrebalancé l'augmentation des exportations (49.437,4 contre 31.704,9 MBIF, soit 55,9%).

Graphique 5 : Evolution des échanges extérieurs (MBIF)



Source : BRB

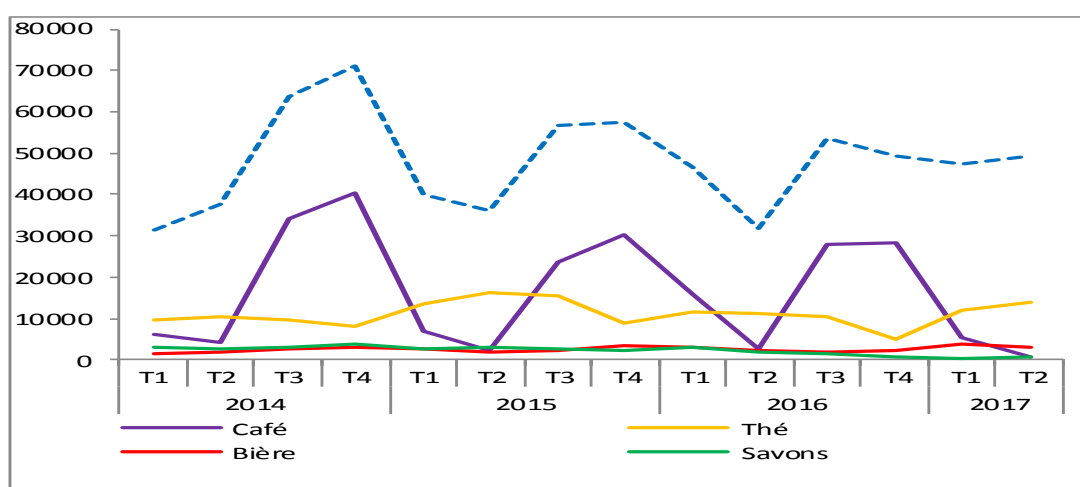
Par rapport à la même période de 2016, l'augmentation des importations a concerné toutes les catégories de biens. Les biens de production se sont accrus de 17,3%, passant de 91.326,5 à 107.099,7 MBIF, notamment les biens métallurgiques (+63,3%), les biens alimentaires (+63,0%) et les autres biens de productions (+11,8%).

Les importations de biens d'équipements ont augmenté de 16,0%, passant de 44.391,1 à 51.491 MBIF, en liaison principalement avec la hausse des importations des tracteurs, véhicules et engins de transport (+84,1%) et les autres biens d'équipement (+54,1%).

Les biens de consommation ont progressé de 33,2%, passant de 109.315,5 à 145.577,1 MBIF, suite à l'augmentation des biens alimentaires (+16,3%), du textile (+182,6%) et des produits pharmaceutiques (+53,6%).

S'agissant des exportations, la hausse a porté sur les produits primaires qui se sont accrus de 125,6% par rapport au même trimestre de 2016, s'établissant à 34.125,7 contre 15.125,2 MBIF, en liaison principalement avec l'augmentation des exportations de l'or non monétaire (+14.690,1 MBIF). En revanche, les exportations des produits manufacturés ont reculé de 7,6%, revenant de 16.958,5 à 14.169,4 MBIF, en rapport avec la diminution des exportations des cigarettes (-37,5%), des savons (-56,6%) et des autres produits manufacturés (-28,5%). Les exportations de bouteilles (+808,6%), des bières (+28,5%) et de la farine de blé (+38,7%) ayant augmenté.

Graphique 6 : Evolution des principaux produits exportés (en MBIF)



Source : BRB

Comparé au trimestre précédent, le déficit commercial s'est stabilisé (-254.730,4 contre -254.403,8 MBIF), suite à une légère augmentation des importations (+606,8 MBIF) qui a été partiellement compensée par l'accroissement des exportations (+280,2 MBIF).

2.2.2. Balance des paiements

Au second trimestre 2017, la balance des paiements a enregistré un besoin de financement (solde du compte courant et de capital) moins élevé que celui du même trimestre de 2016, s'établissant à 77.877,7 contre 121.709,0 MBIF. Cette évolution est liée à la diminution du déficit du compte courant (-118.614,9 contre -151.309,2 MBIF) et de l'augmentation de l'excédent du compte de capital (40.737,2 contre 29.600,2 MBIF). L'amélioration du déficit du compte courant est en liaison avec l'augmentation de l'excédent du compte des revenus secondaires (+63.747,3 MBIF).

Tableau 7 : Balance des paiements du deuxième trimestre 2017 (en MBIF)

	Trim 2_2016	Trim 2_2017
Compte courant	-151 309,2	-118 614,9
Biens	-167 438,7	-189 316,2
Services	-61 089,3	-72 668,5
Revenus primaires	-2 979,5	-575,7
Revenus secondaires	80 198,3	143 945,6
Compte de capital	29 600,2	40 737,2
Besoin de financement	-121 709,0	-77 877,7
Compte financier	-59 417,3	-34 851,3
Erreurs et Omissions	62 291,7	43 026,3

Source : BRB

Le déficit du compte financier s'est réduit, suite principalement à la diminution du déficit du solde des autres investissements (-39.608,5 contre -70.135,8 MBIF).

2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs

A la fin du second trimestre 2017, les avoirs extérieurs ont augmenté de 11,9% par rapport à la fin du trimestre précédent, passant de 183,39 à 205,22 MUSD. En glissement annuel, ils se sont accrus de 3,1%.

Tableau 8: Evolution des avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période				variation	
	juin-16	déc-16	mars-17	juin-17	trimestrielle	annuelle
BRB	100,32	98,56	114,00	116,18	1,9	15,8
Dont: Réserves officielles	98,91	95,35	102,25	103,82	1,5	5,0
Banques commerciales	98,74	74,31	69,39	89,04	28,3	-9,8
Total des avoirs extérieurs	199,06	172,87	183,39	205,22	11,9	3,1

Source: BRB

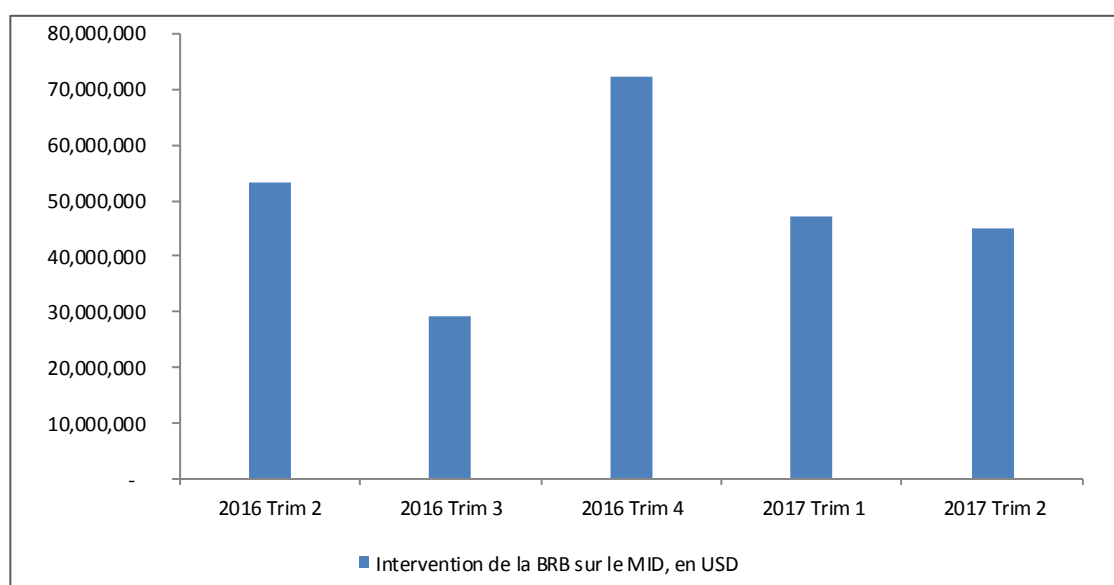
Les avoirs extérieurs de la BRB ont augmenté de 1,9% par rapport au trimestre précédent, passant de 114,0 à 116,18 MUSD et se sont accrus de 15,8% par rapport à la même période de 2016. Les avoirs extérieurs des banques commerciales ont progressé de 28,3% par rapport au trimestre précédent, passant de 69,39 à 89,04 MUSD. Cependant, en glissement annuel, ils ont diminué de 9,8%.

Par rapport au trimestre précédent, les réserves officielles de change ont augmenté de 1,5%, passant de 102,25 à 103,82 MUSD et ont progressé de 5% par rapport au même trimestre de 2016. Ces réserves couvrent 1,7 contre 1,4 mois d'importations de biens et services à la même période de l'année précédente.

2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises (MID)

Au cours du second trimestre 2017, la BRB a effectué des interventions sur le MID pour un montant de 44,86 MUSD contre 47,13 MUSD au trimestre précédent et 53,30 MUSD pendant la même période de l'année 2016.

Graphique 7 : Transactions sur le MID (en USD)



Source : BRB

2.3. Finances publiques

Le déficit budgétaire du deuxième trimestre 2017 s'est allégé par rapport à celui du trimestre correspondant de l'année précédente, suite à l'augmentation des recettes plus importante que les dépenses.

Les recettes du deuxième trimestre 2017 ont progressé de 9,6% par rapport à celles de la même période de 2016, passant de 155.832,4 à 170.754,7 MBIF. Comparées à celles du trimestre précédent (178.349,4 MBIF), elles ont baissé de 4,3%. Les dons en capital ont progressé de 37,7%

par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2016, s'établissant à 40.825,3 contre 29.638,6 MBIF et de 30,5% par rapport au trimestre précédent.

Tableau 9 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	2016	2017	
	2e Trim	1er Trim	2e Trim
A. RECETTES ET DONNS	185 471,0	209 642,9	211 580,0
a. Recettes	155 832,4	178 349,4	170 754,7
Recettes fiscales	142 212,6	167 379,2	156 487,9
Recettes non fiscales	13 619,8	10 970,3	14 266,9
b. Dons	29 638,6	31 293,5	40 825,3
courants	-	-	-
en capital	29 638,6	31 293,5	40 825,3
B. DEPENSES	257 882,4	236 595,9	273 734,6
a. Dépenses courantes	207 819,7	192 226,5	210 753,3
Salaires	87 500,0	97 090,4	96 191,4
b. Dépenses en capital	50 062,7	44 369,4	62 981,3
Sur ressources nationales	17 689,4	11 832,3	33 937,0
Sur prêts et dons extérieurs	32 373,2	32 537,1	73 413,7
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)	-72 411,3	-26 953,0	-62 154,6
C. FINANCEMENT	72 411,3	26 952,9	62 154,6
1. Financement extérieur net	1 678,8	45,5	-1 932,0
2. Financement intérieur net	71 046,8	70 741,2	41 982,3
D. Erreurs et omission	-314,2	-43 833,7	22 104,2

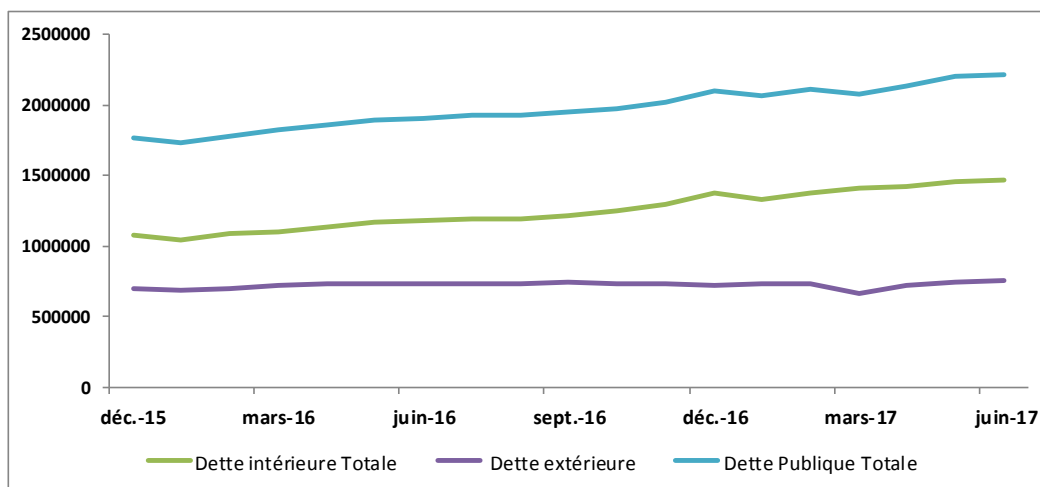
Source : MFBP

Au niveau des dépenses, elles ont progressé de 6,1% en glissement annuel, soit 273.734,6 contre 257.882,4 MBIF. Cette hausse a résulté de l'accroissement aussi bien des dépenses courantes (1,4%) que des dépenses d'investissement (25,8%). Comparées à celles du trimestre précédent, les dépenses publiques ont augmenté de 15,7%.

Au deuxième trimestre 2017, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit budgétaire moins profond que celui du deuxième trimestre 2016, revenant de 72.411,3 à 62.154,6 MBIF. Ce déficit a été financé par un endettement intérieur net de 41.982,3 MBIF.

L'encours de la dette intérieure s'est accru de 2,7%, passant de 1.411,3 à 1.464,1 Mds de BIF. La dette intérieure, qui représente 66,0% de la dette publique totale à fin juin 2017, est essentiellement constituée des avances de la Banque Centrale (51,1%) et des bons et obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (46,2%).

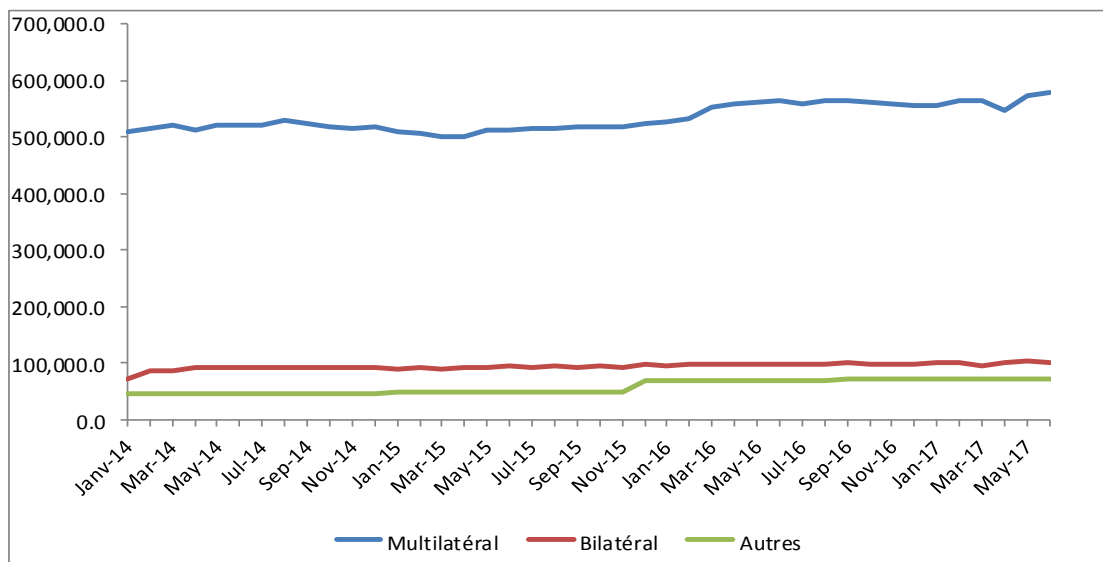
Graphique 8 : Evolution de la dette publique (en MBIF)



Source : BRB

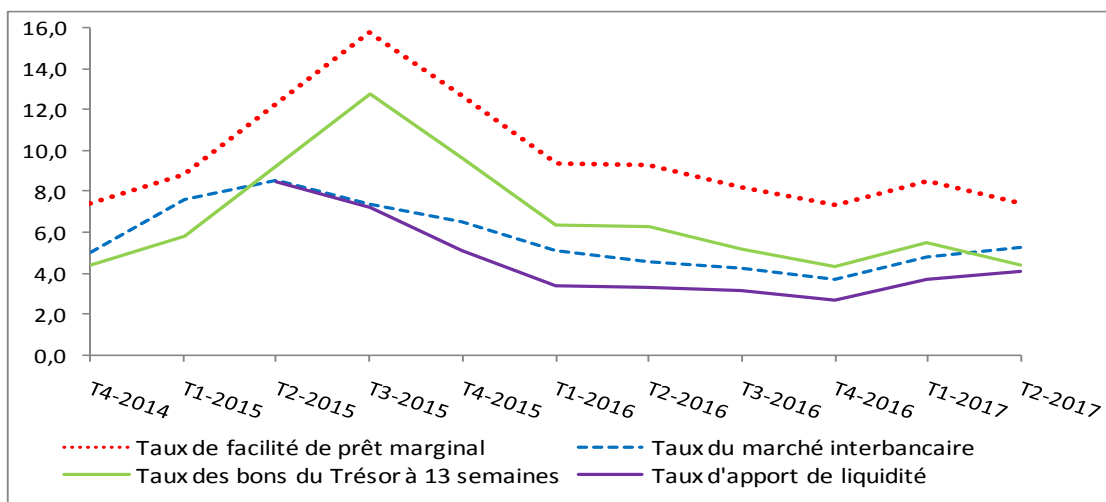
La dette extérieure a augmenté de 3,1%, passant de 731.002,0 à 753.587,5 MBIF d’un trimestre à l’autre. Elle est essentiellement composée de la dette multilatérale (76,7%), la dette bilatérale (13,6%) et celle envers les autres créanciers (9,7%).

Graphique 9 : Composition de la dette extérieure par créanciers (en MBIF)



Source : BRB

Graphique 11: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

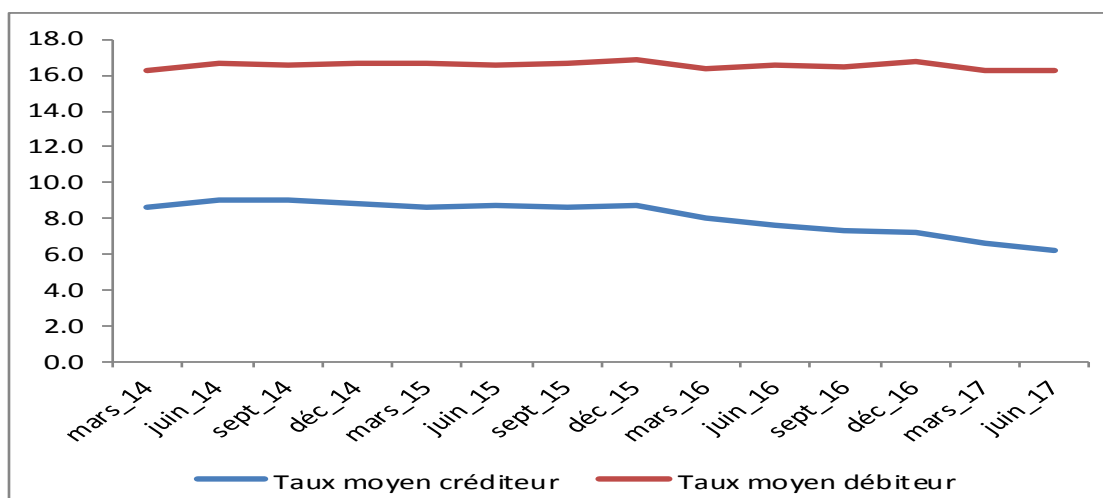


Source : BRB

Au cours du deuxième trimestre 2017, le taux débiteur moyen sur l'encours des crédits a légèrement baissé, s'établissant à 16,23 contre 16,45 % et 16,51%, respectivement au trimestre précédent et au même trimestre de 2016.

De même, le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du premier trimestre 2017 a légèrement diminué par rapport à celui du trimestre précédent, revenant de 16,93% à 16,75%. Ce taux était de 16,94 % au deuxième trimestre 2016.

Graphique 12 : Taux débiteur et créateur moyen (en %)



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, le taux créditeur moyen a légèrement baissé, revenant de 6,81 à 6,27%, suite à la diminution des taux d'intérêt sur les dépôts à terme (6,94 contre 7,81%) et sur les bons de caisse (4,80 contre 7,81%). De même, en glissement annuel, le taux créditeur moyen a baissé, revenant de 7,65 à 6,17%.

2.4.2. Base monétaire

Par rapport au premier trimestre, la base monétaire a diminué de 6,8%, revenant de 461.391,1 à 430.174,9 MBIF au second trimestre 2017, suite à la baisse des avoirs extérieurs nets (-7,5%) et des avoirs intérieurs nets (-3,7%). S'agissant des composantes de la base monétaire, la diminution a porté sur les dépôts des banques et microfinances (-37,3%). En revanche, les billets et pièces en circulation (+12,8%) et les dépôts divers (+22,9%) ont augmenté.

Tableau 10: Base monétaire et ses contreparties: variations trimestrielles (en %)

	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17
Billets et pièces en circulation	16,1	-0,4	5,1	0,02	12,8
Dépôts des banques et microfinances	5,4	23,1	11,7	29,2	-37,3
Dépôts des établissements financiers	-36,4	102,5	1,5	-26,1	-1,0
Dépôts divers	30,1	24,3	29,2	26,8	22,9
Total Base monétaire = contreparties	12,6	7,0	7,6	10,1	-6,8
Avoirs extérieurs nets	4,0	3,0	10,8	22,2	-7,5
Avoirs intérieurs nets	-4,0	-3,0	-10,8	-22,2	-3,7
Créances nettes sur l'Etat	6,4	3,6	1,7	1,1	-2,3
Autres postes nets	0,8	0,2	11,2	0,6	-13,5

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 18,2%, suite à la progression des avoirs extérieurs nets (+27,6%) et des avoirs intérieurs nets (+2,6%). L'analyse en termes de contribution à la variation de la base monétaire révèle que, entre mars et juin 2017, la décroissance de la base monétaire a été à la fois d'origine externe (-2,0 points de pourcentage) qu'interne (-4,7 points de pourcentage). En glissement annuel, la croissance a été aussi bien d'origine interne (14,2 points de pourcentage) qu'externe (4,0 points de pourcentage).

Tableau 11 : Origine de la variation de la base monétaire à fin juin 2017

	Par rapport à juin 2016	Par rapport à mars 2017
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	14,2	-2,0
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	4,0	-4,7
dont: -Créances nettes sur l'Etat	12,0	-2,5
-Autres postes nets	-8,0	-2,2
Base monétaire	18,2	-6,7

Source : BRB

2.4.3. Masse monétaire et ses contreparties

Par rapport au trimestre précédent, la masse monétaire (M3) à fin juin 2017 s'est accrue de 5,0%, passant de 1.261,4 à 1.324,6 Mds de BIF. Cet accroissement a résulté de la hausse des avoirs intérieurs (+3,8%) et extérieurs nets (+6%). La progression des avoirs intérieurs nets est liée à celle de l'endettement net de l'Etat (+4,3%) et des créances sur l'économie (+8,1%), tandis que les autres postes nets ont diminué (-15,5%).

Tableau12 : Masse monétaire et contreparties: variations trimestrielles

	juin-16	sept-16	déc-16	mars- 2017 (p)	juin- 2017 (p)
M3	4,0	1,2	4,4	6,9	5,0
AEN	-3,0	-16,0	8,3	10,7	6,0
AIN	3,9	3,1	2,5	4,6	3,8
Crédit intérieur	5,8	3,5	3,3	-0,5	6,1
Créances nettes sur l'Etat	8,8	4,9	9,5	4,6	4,3
Créances sur l'économie	3,3	2,2	-2,6	-5,8	8,1
Autres postes nets	-13,1	-4,6	-5,7	17,0	-15,5

P: provisoire

Source : BRB

En glissement annuel, la masse monétaire M3 a augmenté de 18,6%, en liaison avec l'accroissement du crédit intérieur (+19,0%) et, dans une moindre mesure, des avoirs extérieurs nets (+1,6%).

Tableau 13 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin juin 2017

	Par rapport à juin 2016	Par rapport à mars 2017
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	1,6	0,7
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	17,0	4,3
dont: -Crédit Intérieur	19,0	8,5
-Autres Postes Nets	-2,0	-4,2
Masse monétaire	18,6	5,0

Source : BRB

La progression trimestrielle de la masse monétaire a été beaucoup plus d'origine interne (4,3 points de pourcentage) qu'externe (0,7 point de pourcentage). De même, la croissance annuelle de M3 a été principalement d'origine interne (17 points de pourcentage).

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

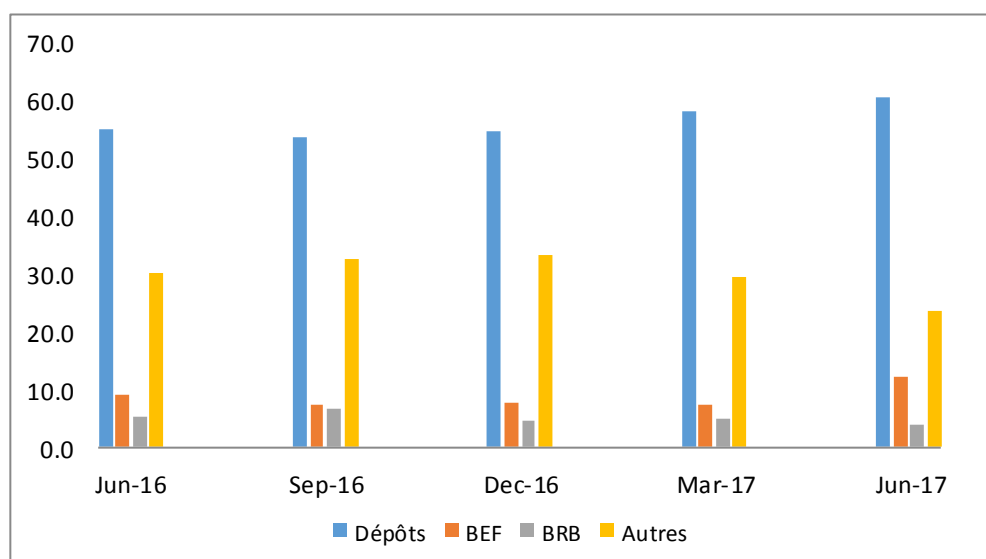
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

A fin juin 2017, le total bilan du secteur bancaire a augmenté de 14,6% par rapport à la même période de 2016. Comparé au trimestre précédent, le total bilan s'est accru de 8,7%. Les dépôts et le portefeuille crédits ont augmenté. Le secteur bancaire demeure suffisamment capitalisé et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées. Tous les principaux indicateurs de la rentabilité de ce secteur se sont améliorés.

2.5.1.1. Principales ressources

A fin juin 2017, le total des dépôts s'est accru de 13,0%, s'établissant à 1.222,3 contre 1.081,3 Mds de BIF au trimestre précédent. Comparé à la même période de l'année précédente, le total des dépôts a progressé de 25,6%. L'encours du refinancement de la Banque Centrale a diminué de 17,4% d'un trimestre à l'autre, revenant de 91.465,2 à 75.531,6 MBIF. En glissement annuel, le refinancement a diminué de 19,6%.

Graphique 13 : Répartition des ressources (en % du total)

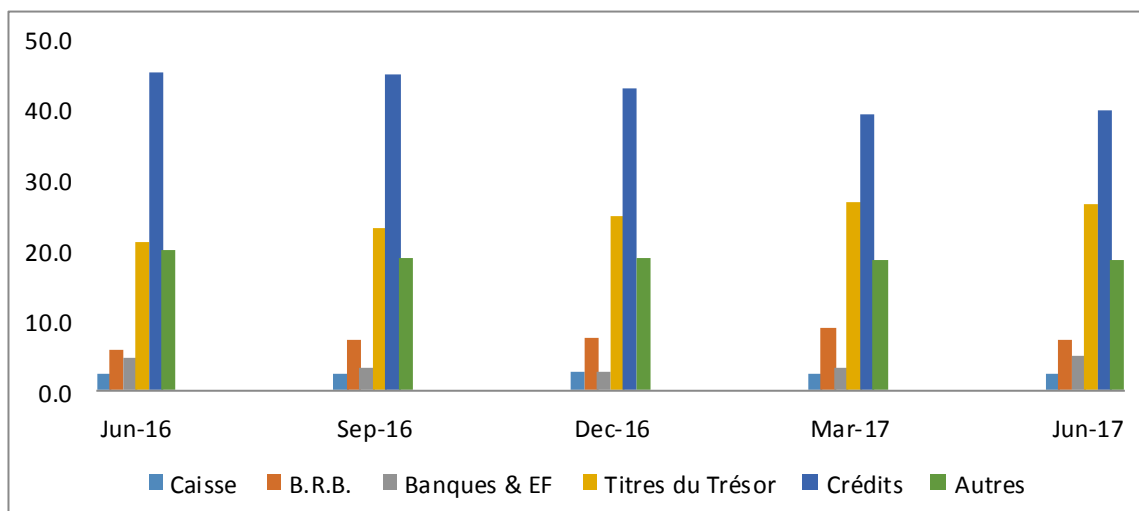


Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

A fin juin 2017, les principaux emplois du secteur bancaire étaient essentiellement constitués de crédits à l'économie et des titres du Trésor, représentant respectivement 40,0 et 26,6% du total actif. L'encours des titres du Trésor détenu par les banques a augmenté de 6,9% d'un trimestre à l'autre. Les crédits à l'économie ont augmenté de 10,4% d'un trimestre à l'autre et de 0,8% par rapport à la même période de 2016.

Graphique 14 : Répartition des emplois (en % du total)

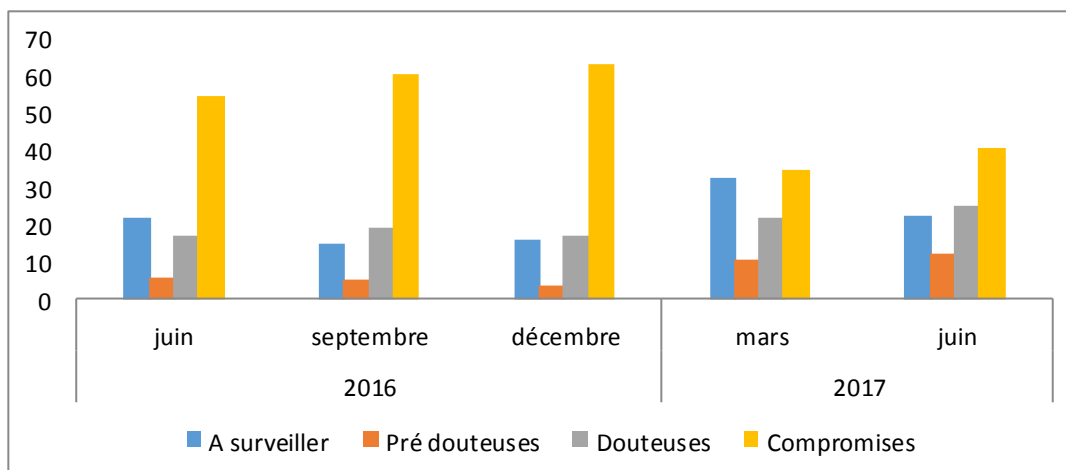


Source: BRB

2.5.2. Qualité du portefeuille

En glissement annuel, le taux des créances impayées a diminué, passant de 23,4 à 17,3% de juin 2016 à juin 2017, pendant qu'il était de 20,9% au premier trimestre 2017.

Graphique 15 : Créances impayées par classe (en %)

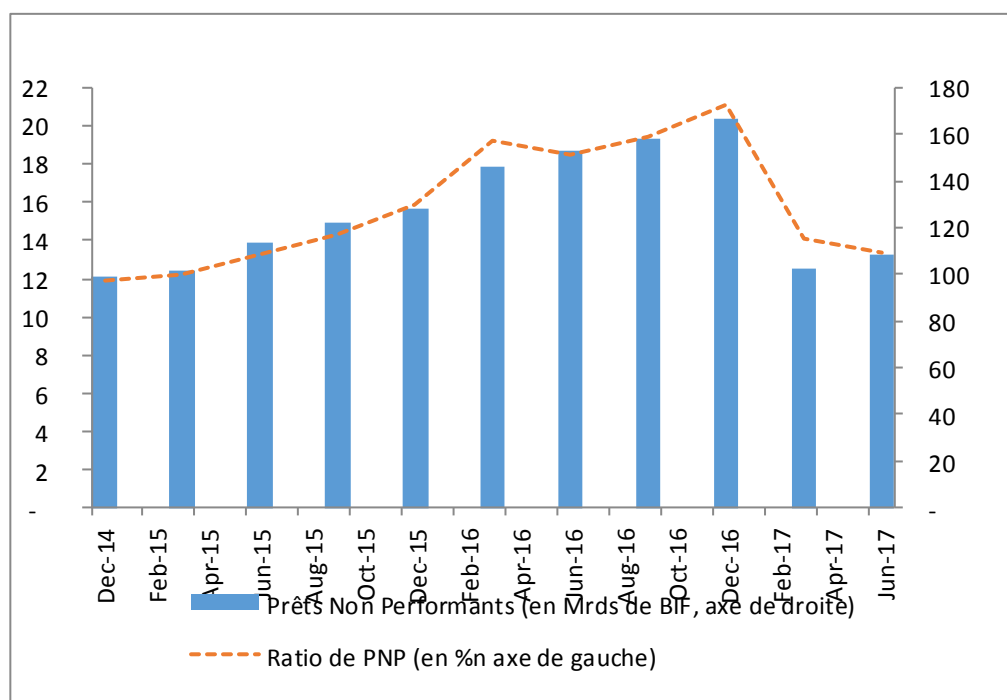


Source : BRB

L'analyse des créances par classe, montre qu'en juin 2017, les créances à surveiller et compromises occupent respectivement 41% et 22% des créances impayées contre 56% et 18% à la même période de l'année précédente, tandis qu'au trimestre précédent, elles étaient respectivement de 35% et de 33%. La baisse consécutive des créances compromises résulte de

leur radiation dans les bilans des banques comme stipulée dans la loi budgétaire 2017. En conséquence, le ratio des prêts non performants a baissé de 5,8 points de pourcentage, revenant de 19,2 à 13,4% en glissement annuel et de 5,1 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent.

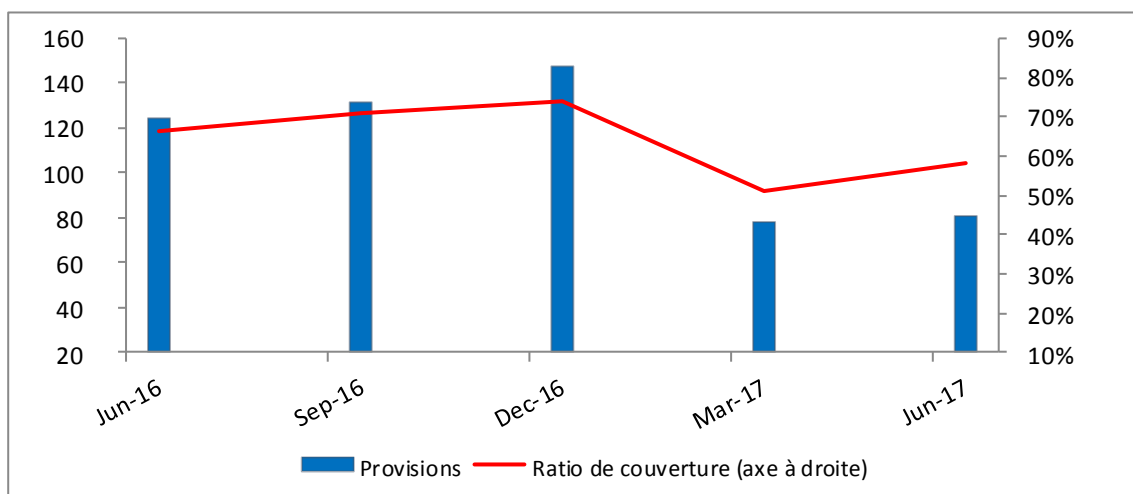
Graphique 16 : Evolution des prêts non performants



Source : BRB

En glissement annuel, les provisions pour dépréciation des créances ont baissé de 34,5%, revenant de 123.493,1 à 80.874,3 MBIF et ont augmenté de 3,6% par rapport au trimestre précédent. La baisse des provisions est liée à la diminution des créances impayées et aux différentes mesures d'assouplissements relatifs au provisionnement de ces créances que la Banque Centrale a accordées à certaines banques.

Graphique 17 : Evolution des provisions (en Mds de BIF) et taux de couverture (en %)

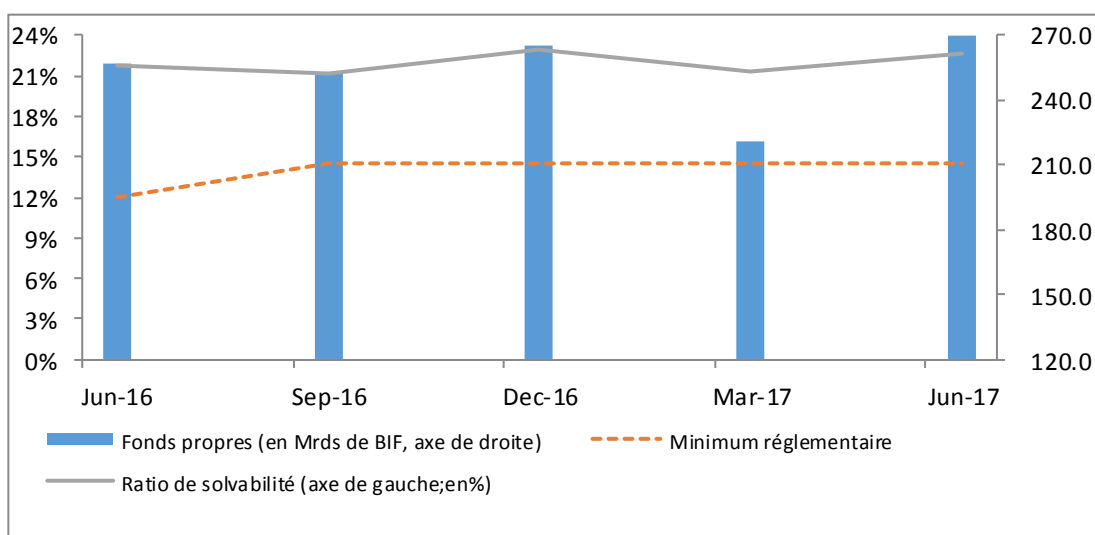


Source : BRB

2.5.3. Adéquation du capital

Le secteur bancaire dispose de fonds propres suffisants par rapport à la norme réglementaire. Le ratio de solvabilité globale a légèrement fléchi, s'établissant à 22,7% à fin juin 2017 contre 24% à fin mars 2017, mais a largement dépassé le minimum réglementaire de 14,5%.

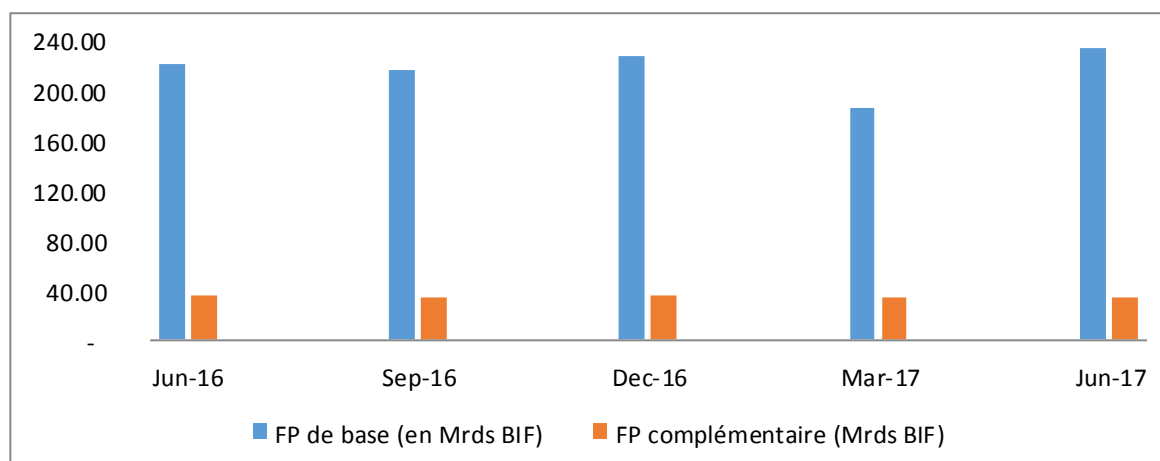
Graphique 18 : Evolution des fonds propres



Source : BRB

En glissement annuel, les fonds propres ont augmenté de 4,9%, passant de 257,18 à 269,4 Mds de BIF en liaison avec l'augmentation des résultats de certaines banques. En revanche, par rapport au premier trimestre 2017, les fonds propres ont baissé de 7,8%.

Graphique 19 : Composition des fonds propres (en Mds de BIF)



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, le ratio des fonds propres de base a augmenté de 1,6 point de pourcentage, et reste largement au-dessus de la norme réglementaire de 12,5%. Il s'est établi à 19,7% à fin juin 2017 contre 18,1% à fin mars 2017 et 18,8% à la même période de 2016. L'augmentation des fonds propres de base au second trimestre 2017 s'explique par l'accroissement du niveau des réserves pour certaines banques.

2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire

En glissement annuel, le produit net bancaire a augmenté, passant de 75.414,0 à 81.264,3 MBIF, suite notamment aux effets positifs liés à la baisse des créances impayées dans le portefeuille des banques. Le résultat net des établissements de crédit a augmenté suite à la baisse des provisions, s'établissant à 21.663,0 contre 11.370,3 MBIF à la même période de l'année précédente. De même, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont augmenté, passant de 0,6 à 1,1% et de 4,4 à 8,0% de fin juin 2016 à fin juin 2017 respectivement.

3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Au deuxième trimestre 2017, l'activité économique s'est accélérée dans la plupart des pays développés et émergents en raison de l'augmentation de dépenses de la consommation et des exportations. L'inflation a globalement baissé dans la plupart des pays avancés et émergents.

En Afrique subsaharienne, la croissance s'accélérait en 2017, en liaison avec le renforcement de la demande dans les pays avancés. Les prévisions de 2017 montrent que l'activité économique des pays membres de la CEA s'améliorerait (6,3 contre 6,1% en 2016), en dépit de la baisse de la production agricole due à une sécheresse prolongée. Cette performance serait consécutive notamment à une stabilité macroéconomique, aux investissements publics et privés soutenus, en particulier, par les investissements directs étrangers dans le secteur pétrolier.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les principales productions des secteurs secondaire et tertiaire se sont améliorées au deuxième trimestre 2017 tandis que certaines productions du secteur primaire ont diminué.

Tout en demeurant élevée, l'inflation a légèrement fléchi d'un trimestre à l'autre (17,8 contre 18,2%), suite à un faible repli de l'inflation alimentaire (26,2 contre 29,4%), l'inflation non alimentaire s'étant accrue (8,8 contre 7,8%).

Le taux de croissance du PIB estimé pour 2017 est de 2,5% contre 1,7% en 2016, suite principalement à l'amélioration de l'activité dans le secteur tertiaire.

La balance des paiements a enregistré un besoin de financement plus allégé que celui de la même période de l'année précédente. Les réserves officielles de change ont progressé de 5% par rapport au même trimestre de 2016 et couvrent 1,7 contre 1,4 mois d'importations de biens et services.

Le déficit des finances publiques s'est amélioré en rapport avec l'augmentation plus importante des recettes que celle des dépenses, et ce déficit a été financé par l'endettement intérieur.

Dans le secteur monétaire, les réserves des banques commerciales se sont améliorées au cours du deuxième trimestre 2017, ce qui a entraîné la diminution des apports de liquidité. La base monétaire a progressé de 18,2, en liaison avec l'accroissement des avoirs intérieurs et extérieurs nets.

Le secteur bancaire dispose de fonds propres suffisants par rapport à la norme réglementaire. Le résultat net de ce secteur a augmenté suite à la baisse des provisions par rapport à la même période de 2016. De même, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont augmenté respectivement.

Au cours du deuxième trimestre 2017, la BRB a poursuivi les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement prises en septembre 2015 pour inciter les banques commerciales à continuer à financer davantage les investissements productifs.

Pour le reste de l'année 2017, les mesures prévues par la BRB consistent notamment à :

1. Continuer à fournir aux banques la liquidité nécessaire au financement de l'économie jusqu'à ce que leurs réserves s'améliorent ;
2. Maintenir les échéances de 7, 14 et 28 jours pour les apports de liquidités ;
3. Refinancer la campagne café 2017-2018 à travers les appels d'offres de liquidité à taux fixe de 2%;
4. Poursuivre les interventions sur le marché de changes pour faciliter les importations des produits essentiels.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PIB PAR BRANCHE (AU PRIX DE 2005) en Mds de BIF

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur primaire	476,3	516,4	497,9	499,5	489,4	487,9
- Agriculture vivrière	404,2	465,7	442,2	433,9	417,8	405,3
- Agriculture d'exportation	19,3	16,6	18,4	22,1	20,5	24,7
- Café	9,8	2,6	3,2	4,9	4,2	5,7
- Thé	7,7	13,0	14,2	16,2	15,4	18,0
- Autres cultures d'exportation	1,8	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0
- Forêt	10,2	11,2	11,9	13,4	15,1	16,7
- Elevage	39,0	20,2	22,4	26,7	32,0	36,8
- Pêche	3,6	2,6	3,0	3,4	3,9	4,3
Secteur secondaire	290,2	297,3	315,7	307,3	311,7	305,9
- Extraction	9,0	9,5	8,4	8,0	7,8	8,6
- Industries	183,5	187,5	211,9	213,5	219,1	214,0
- Industries agroalimentaires	131,6	134,5	155,7	157,0	160,6	157,4
- Industries manufacturières	51,9	53,0	56,2	56,5	58,5	56,6
- Industries textiles	4,7	5,8	4,3	4,0	3,9	3,6
- Autres industries manufacturières	47,2	47,3	51,9	52,5	54,6	53,0
- Electricité, gaz et eau	7,3	7,7	7,9	7,1	7,2	7,3
- Construction	90,4	92,5	87,5	78,7	77,5	76,0
Secteur tertiaire	701,3	721,1	784,4	803,0	840,1	870,5
- Commerce	85,9	71,2	79,4	73,9	75,4	74,6
- Transport et communication	54,4	51,4	67,6	67,7	71,4	75,2
- Transport	17,7	14,4	15,6	12,7	13,2	12,9
- Services des Postes, Télécommuni	36,7	36,9	52,0	55,0	58,2	62,2
- Banques et Assurances	85,1	85,9	98,2	117,3	129,0	141,9
- Hébergement, Restauration et autr	136,2	138,0	124,9	125,1	125,7	126,6
- Administration publique	200,9	228,2	272,9	288,3	305,6	325,5
- Education	187,2	188,1	195,6	204,7	213,9	224,6
- Santé et action sociale	12,3	12,8	13,4	14,0	15,6	17,4
- Activités à caractère collectif ou per	26,7	33,0	47,1	50,8	54,8	59,1
- Services domestiques	5,1	4,8	4,7	5,1	5,5	6,0
- SIFIM	-92,5	-92,4	-119,4	-143,9	-156,9	-180,4
PIB aux coûts des facteurs	1467,8	1534,7	1598,0	1609,8	1641,2	1664,3
Impôts et taxes nets	170,7	184,4	194,0	176,3	175,7	197,8
PIB aux prix du marché	1638,4	1719,1	1792,0	1786,1	1816,9	1862,1

Source : MBGP

ANNEXE 2 : INFLATION PAR PRINCIPALES COMPOSANTES (EN %)

Mois	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
janv-15	3,4	-1,6	7,5
févr-15	1,2	-3,2	4,4
mars-15	4,7	2,0	6,7
avr-15	7,5	8,7	6,6
mai-15	7,2	8,5	6,2
juin-15	7,7	10,1	5,8
juil-15	7,9	10,6	6,0
août-15	4,2	4,6	3,9
sept-15	4,1	4,8	3,6
oct-15	5,6	5,5	5,7
nov-15	5,8	7,3	4,7
déc-15	7,1	12,1	3,5
janv-16	6,3	9,9	3,8
févr-16	6,7	11,1	3,6
mars-16	4,3	6,5	2,7
avr-16	2,7	2,4	2,8
mai-16	2,6	2,8	2,6
juin-16	3,8	4,0	3,7
juil-16	4,0	4,5	3,5
août-16	6,6	7,7	5,8
sept-16	7,0	8,1	6,3
oct-16	6,0	7,0	5,3
nov-16	7,1	9,1	5,6
déc-16	9,5	13,9	6,0
janv-17	12,9	20,4	7,4
févr-17	20,5	33,3	7,4
mars-17	21,1	34,4	8,5
avr-17	13,6	18,8	7,5
mai-17	18,9	27,8	9,1
juin-17	15,1	20,8	8,4

Source : BRB sur base des données de l'ISTEEBU

ANNEXE 3 : OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT(EN MBIF)

Période	Recettes	Dons	Recettes et Dons	Dépenses	Solde global
janv-15	56 596,8	7 077,8	63 674,6	63 955,3	-280,7
févr-15	44 280,4	8 965,7	53 246,1	125 689,5	-72 443,3
mars-15	67 430,9	59 072,7	126 503,6	93 290,0	33 213,6
avr-15	38 280,6	9 198,7	47 479,3	75 671,9	-28 192,6
mai-15	33 698,1	8 545,8	42 243,9	73 923,2	-31 679,3
juin-15	43 575,4	5 386,9	48 962,3	85 680,0	-36 717,7
juil-15	44 700,2	3 579,6	48 279,8	90 280,3	-42 000,5
août-15	43 214,8	7 420,1	50 634,9	54 005,2	-3 370,4
sept-15	55 763,4	3 078,8	58 842,2	65 862,8	-7 020,6
oct-15	45 667,9	5 352,5	51 020,4	122 703,2	-71 682,8
nov-15	45 319,8	13 069,2	58 389,0	90 740,8	-32 351,8
déc-15	69 311,4	11 254,8	80 566,2	56 764,8	23 801,4
janv-16	47 235,2	5 895,7	53 130,9	64 664,0	-11 533,1
févr-16	43 956,0	4 688,2	48 644,1	62 680,5	-14 036,4
mars-16	58 603,8	10 580,4	69 184,2	97 762,6	-28 578,4
avr-16	50 478,8	5 930,5	56 409,3	94 594,0	-38 184,8
mai-16	45 205,0	12 366,3	57 571,3	86 441,6	-28 870,3
juin-16	60 148,7	11 341,8	71 490,5	76 846,7	-5 356,2
juil-16	50 971,9	3 203,4	54 175,2	71 991,2	-17 815,9
août-16	55 808,9	4 202,5	60 011,4	73 289,7	-13 278,4
sept-16	63 489,3	10 797,4	74 286,7	101 298,7	-27 012,0
oct-16	47 249,9	12 755,9	60 005,8	102 470,2	-42 464,4
nov-16	55 678,3	15 941,6	71 619,8	101 647,3	-30 027,5
déc-16	59 232,6	21 314,8	80 547,4	110 352,1	-29 804,7
janv-17	53 627,7	7 058,3	60 686,0	64 415,6	-3 729,6
févr-17	51 656,9	10 991,7	62 648,5	84 274,1	-21 625,6
mars-17	73 064,8	13 243,6	86 308,4	87 906,1	-1 597,8
avr-17	51 144,7	9 769,6	60 914,3	98 016,5	-37 102,2
mai-17	54 415,7	8 886,7	63 302,4	87 125,3	-23 822,9

Source : MFBP

ANNEXE 4 : DETTE PUBLIQUE (EN MBIF)

Période	BRB	Bons et Obl.	Dettes intérieure Totale	Dettes extérieure	Dettes Publique Totale
janv-15	415 348,9	234 876,2	700 802,7	645 972,8	1 346 775,5
févr-15	462 738,1	226 560,5	742 639,7	647 955,8	1 390 595,5
mars-15	412 400,5	236 500,5	700 570,5	638 075,7	1 338 646,2
avr-15	440 884,9	244 945,9	735 771,4	640 016,5	1 375 787,9
mai-15	464 369,0	267 078,3	780 510,9	652 359,8	1 432 870,7
juin-15	504 411,7	270 621,1	822 353,3	656 943,3	1 479 296,6
juil-15	505 143,9	279 646,9	833 302,3	654 283,0	1 487 585,3
août-15	541 329,4	275 468,0	864 989,3	658 966,9	1 523 956,2
sept-15	577 421,6	286 853,4	914 862,2	660 662,7	1 575 524,9
oct-15	602 681,6	304 366,0	961 782,5	661 399,1	1 623 181,7
nov-15	609 699,2	333 539,1	999 549,4	659 207,1	1 658 756,6
déc-15	641 724,6	378 907,0	1 070 572,8	691 234,5	1 761 807,3
janv-16	598 712,1	388 365,1	1 036 632,1	689 902,5	1 726 534,6
févr-16	626 840,4	402 426,2	1 082 134,6	700 034,1	1 782 168,7
mars-16	635 625,1	417 680,2	1 102 579,7	720 621,3	1 823 201,0
avr-16	640 405,2	438 638,3	1 133 874,3	725 571,4	1 859 445,7
mai-16	655 244,3	455 349,6	1 164 818,5	728 163,5	1 892 982,0
juin-16	650 423,6	475 292,9	1 178 665,3	730 813,1	1 909 478,4
juil-16	646 289,0	493 502,0	1 193 872,2	727 209,5	1 921 081,7
août-16	636 965,6	508 501,5	1 193 198,6	732 683,7	1 925 882,3
sept-16	644 432,0	527 286,3	1 218 538,7	736 607,0	1 955 145,7
oct-16	660 707,0	536 420,8	1 248 380,0	729 004,8	1 977 384,8
nov-16	689 148,0	551 790,1	1 294 023,7	727 220,8	2 021 244,5
déc-16	752 299,8	584 745,3	1 374 144,6	724 630,8	2 098 775,4
janv-17	708 968,9	583 970,9	1 330 570,5	730 001,6	2 060 572,1
févr-17	720 858,9	613 931,0	1 372 302,2	736 097,9	2 108 400,1
mars-17	741 269,6	627 821,5	1 411 263,4	731 002,0	2 076 319,2
avr-17	733 398,9	643 307,1	1 418 957,0	720 582,8	2 139 539,7

Source : BRB et MFBP

ANNEXE 5 : RESERVES DES BANQUES (en MBIF)

Période	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
janv-15	90,537	351
fév-15	91,457	640
mars-15	82,679	879
avr-15	53,276	8,612
mai-15	54,201	6,378
juin-15	42,281	9,473
juil-15	51,958	14,307
août-15	58,092	8,528
sept-15	65,194	4,106
oct-15	84,011	3,098
nov-15	85,173	7,812
déc-15	77,701	14,297
janv-16	77,387	26,612
fév-16	78,306	42,674
mars-16	82,764	54,697
avr-16	87,956	68,814
mai-16	87,670	74,277
Juin-16	93,246	92,597
juil-16	86,858	108,222
août-16	91,507	107,836
sept-16	87,838	113,433
Oct-16	109,621	105,762
Nov-16	107,734	98,571
déc-16	128,013	100,523
janv - 17	128,121	85,131
fév-17	128,819	89,580
mars-17	133,497	93,972
avr-17	152,138	97,130
mai-17	141,233	94,778
Juin-17	118,532	76,501

Source : BRB

ANNEXE 6 : TAUX D'INTERET DU MARCHE MONETAIRE (en %)

Mois	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
Jan-15	7.50	10.29	-	7.29
Feb-15	7.76	8.18	-	5.18
Mar-15	7.63	7.97	-	4.97
Apr-15	8.57	8.37	7.93	5.37
May-15	8.04	14.07	8.27	11.07
Jun-15	9.05	14.38	9.06	11.38
Jul-15	7.37	14.85	7.03	11.85
Aug-15	6.61	16.34	7.10	13.34
Sep-15	8.10	16.17	7.31	13.17
Oct-15	7.03	14.89	7.43	11.89
Nov-15	7.55	13.17	4.37	10.17
Dec-15	5.00	9.82	3.40	6.82
Jan-16	5.00	9.44	3.46	6.44
Feb-16	5.00	9.41	3.38	6.41
Mar-16	5.40	9.21	3.27	6.21
Apr-16	-	9.58	3.32	6.58
May-16	4.56	9.45	3.30	6.45
Jun-16	-	8.92	3.14	5.92
Jul-16	5.00	8.84	3.18	5.84
Aug-16	-	7.98	3.14	4.98
Sep-16	3.50	7.79	3.09	4.79
Oct-16	3.50	7.55	2.98	4.55
Nov-16	3.85	6.80	2.55	3.80
Dec-16	-	7.64	2.38	4.64
Jan-17	3.12	7.91	2.40	4.91
Feb-17	5.18	8.50	3.72	5.50
Mar-17	6.00	9.01	4.92	6.01
Apr-17	6.00	7.96	5.36	4.96
May-17	5.50	7.17	3.85	4.165
Jun-17	4.20	7.14	2.92	4.135

Source : BRB

ANNEXE 7 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF)

	6/30/2016	6/30/2017	Variation en %
EMPLOIS	1,758,633.4	2,015,783.1	14.6
PRINCIPAUX EMPLOIS	1,404,218.1	1,639,542.4	16.8
A. Actifs Liquides	603,782.3	832,415.2	37.9
. Caisse	44,030.2	49,187.5	11.7
. B.R.B.	104,206.4	144,820.7	39.0
. Banques & Etablissements Financiers	85,002.1	102,938.7	21.1
. Endettement direct de l'Etat	370,543.6	535,468.3	44.5
<i>Bons, Obligations du Trésor</i>	<i>340,339.5</i>	<i>520,165.4</i>	<i>52.8</i>
<i>Autres crédits à l'Etat</i>	<i>30,204.1</i>	<i>15,302.9</i>	<i>-49.3</i>
B. Crédits	800,435.8	807,127.2	0.8
. Court terme	499,359.2	453,390.2	-9.2
. Moyen terme	183,337.1	220,413.6	20.2
. Long terme	117,739.5	133,323.4	13.2
. Crédits bail	-	-	-
. Autres crédits	-	-	-
C. Autres	354,415.3	376,240.7	6.2
RESSOURCES	1,758,633.4	2,015,783.1	14.6
Principales ressources	1,228,742.0	1,542,990.1	25.6
. Clientèle	972,908.9	1,222,295.0	25.6
<i>dont: dix grands dépôts</i>	<i>240,124.0</i>	<i>339,317.7</i>	<i>41.3</i>
. Refinancement auprès B.R.B.	93,889.5	75,531.6	(19.6)
. Autres	-	-	-
Banques & Etablissements Financiers	161,943.6	245,163.5	51.4
<i>dont : Résidents</i>	<i>89,346.7</i>	<i>184,340.0</i>	<i>106.3</i>
Autres	529,891.4	472,793.0	-10.8
INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE			
Adéquation des fonds propres			
. Fonds propres de base nets (en MBIF)	221,452.1	234,882.3	6.1
. Fonds propres (en MBIF)	257,184.2	269,701.5	4.9
. Risques pondérés	1,178,392.9	1,189,912.0	1.0
. Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	18.8	19.7	
. Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	21.8	22.7	
. Ratio de levier (norme 7%)	14.2	12.8	
Qualité et concentration des crédits			
Grands risques	189,111.9	147,134.7	-22.2
Créances à surveiller	33,172.3	31,019.3	-6.5
Créances Non performantes	153,935.5	108,470.3	-29.5
Impayés	187,107.8	139,489.6	-25.4
Provisions constituées	123,493.1	80,874.3	-34.5
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	45.5	40.0	
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*)	22.8	28.9	
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*)	188.6	256.5	
Taux des prêts non performants	19.2	13.4	
Taux d'impayés	23.4	17.3	
Taux de provisionnement (en %)	80.2	74.6	
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	23.6	18.2	
Liquidité			
. Coefficient de liquidité en BIF(*)	43.2	52.7	
. Coefficient de liquidité en devises (*)	102.4	112.8	
Total crédits/total dépôts (*)	82.3	66.0	
Rapport entre ressources Stables et Emplois Imm	144.3	142.9	
Dix gros dépôts/Total dépôts (*)	24.7	27.8	
Rentabilité et performance			
Résultat avant impôt	13,439.6	24,522.2	82.5
Résultat net de l'exercice	11,370.3	21,663.0	90.5
Produit Net Bancaire	75,414.0	81,264.3	7.8

Source : BRB